

# LA NATION

## journal vaudois



Fondée en 1931, la Nation est le journal bimensuel de la Ligue vaudoise, mouvement politique hors partis voué au bien commun du Pays de Vaud.

Le numéro: 2.50 francs. Abonnement annuel: 67 francs; gymnasiens, apprentis et étudiants: 30 francs; payable au compte de chèques postaux 10-4772-4

### L'arme à la maison

Le fait que, seul de tous les soldats du monde, le soldat suisse conserve son arme à la maison durant les périodes où il n'est pas en service est au centre d'une polémique absurde gonflée. Des parlementaires ont trouvé dans ce thème une mine de discours solennels et « responsables », la presse a emboîté le pas et nous bassine avec les risques d'agression et de suicide, des esprits convenus écrivent à M. le Rédacteur pour demander sur le ton de l'évidence que la Suisse s'aligne sur les pays voisins, les ennemis traditionnels de la défense armée, enfin, se sont engouffrés dans la brèche.

Le conseiller fédéral Samuel Schmid est monté à l'assaut pour défendre la tradition. Nous avouons éprouver quelque peine à saisir son argumentation, principalement fondée sur la lutte contre le terrorisme. On ne voit pas très bien, concrètement, en quoi la possession d'une arme à la maison aiderait le simple soldat à empêcher les actes terroristes.

La raison qu'on nous donnait à l'époque où le soussigné faisait son école de recrue était que le soldat devait pouvoir se défendre sur le trajet qui conduisait de son habitation au lieu de mobilisation. On nous faisait aussi remarquer qu'être équipé facilitait et accélérât l'en-

trée en service du soldat. Ce dernier argument a perdu beaucoup de sa valeur dans la perspective de la « montée en puissance » qui caractérise « Armée XXI »: selon cette conception évolutive, l'armée se met en place préventivement et suit un processus de mise à niveau qui dure plusieurs mois, au cours duquel le soldat aura évidemment tout loisir d'aller chercher son arme au magasin. « Armée XXI » repose sur l'idée que le territoire suisse ne sera pas attaqué avant très longtemps et que sa défense est pour l'heure une tâche secondaire de l'armée. L'affirmation contraire est tout aussi plausible. L'explosion nucléaire nord-coréenne nous rend attentifs au fait que la guerre est toujours à nos portes. L'argument de la rapidité de l'entrée en service conserve donc, malgré la théorie officielle, une certaine pertinence.

Un autre motif est que les tirs obligatoires, utile rappel annuel du maniement de l'arme, ne sont imaginables que si le soldat a son arme sous la main.

Mais l'essentiel est ailleurs. L'essentiel est dans le statut psychologique et moral que la possession de son arme donne au soldat suisse.

La levée en masse telle que l'inventa la Révolution française est fondée sur les

énormes besoins en chair à canon de la guerre moderne. Comparée à l'armée de métier, économe des hommes et des engagements, l'armée « populaire » est une barbarie jusqu'au-boutiste. Le soldat individuel n'est rien, dans cette masse à manœuvrer. « J'ai cent mille hommes de rentes », disait Napoléon. Le fait que le soldat suisse conserve son arme à la maison lui confère une dignité personnelle qui le situe à mille lieues de ces soldats de boucherie. On pourrait presque qualifier son statut d'aristocratique si le terme n'évoquait un raffinement de mœurs assez éloigné du comportement du soldat suisse moyen tel que nous l'étions. Mais c'est un fait que l'Etat, et par lui la population, témoigne d'une grande estime au citoyen soldat quand il lui confie en toute responsabilité un fusil et des munitions. Qu'il en convienne ou non, cette manifestation unique de confiance élève le soldat dans la conscience qu'il a de lui-même et de sa responsabilité: il est et reste un soldat, même en dehors des périodes de service et même s'il croit s'en moquer. Le chef de l'armée, le commandant de corps Christophe Keckeis, le souligne très bien dans une interview parue le 30 septembre dans *L'Express*:

*Les discussions actuelles, au sein de la population et au Parlement, font douter nos soldats, qui sont avant tout des citoyens responsables. Je ne veux pas qu'ils pensent que nous, et moi le premier, n'avons plus confiance en eux.*

A l'armée, où chacun compte sur tous les autres, la confiance réciproque est aussi importante que la maîtrise des moyens techniques. La quantité de fusils rangés dans les armoires des soldats suisses mesure le niveau de confiance générale qui règne dans la Confédération. La cohésion sociale qu'il révèle renforce considérablement l'effet de dissuasion à l'égard d'un ennemi potentiel.

Il est possible qu'arrive un jour où cette confiance aura disparu dans une Confédération oublieuse de sa raison d'être. L'arme à la maison ne sera plus qu'un symbole creux et une menace pour la société. Certains soldats l'égareront, d'autres n'hésiteront pas à la vendre ou à l'utiliser à titre privé. Nous n'en sommes pas là, tant s'en faut, et nous n'avons pour l'heure aucun motif de supprimer l'un des aspects les plus originaux de notre tant décrié, mais incontestable *Sonderfall*.

OLIVIER DELACRÉTAZ

### Revue de presse

#### Une enseignante perspicace

Au « Courrier » de *L'Hebdo* du 5.10.2006 nous lisons cette lettre d'une enseignante de Genève, M<sup>me</sup> Véronique Pamm Wakley. Résolument opposée à la réintroduction de notes à l'école, conséquence de la récente votation, cette dame conclut sereinement:

*[...] Mais je suis patiente... je sais que prochainement tout va changer encore. Car le peuple a choisi d'harmoniser les systèmes scolaires en Suisse. Et là, probablement que les cantons romands minoritaires (Genève et Valais) devront s'aligner sur les autres! [...]*

C'est moins sûr. Un règlement fédéral ne peut rien contre la volonté combative d'un canton qui prend ses affaires en mains!

Nous parions pour ARLE et Genève, et contre M<sup>me</sup> Wakley et les pédagogistes!

#### L'ivresse du pouvoir

Depuis des mois, les partis politiques n'ont guère d'autres préoccupations que les élections à venir (cantonales et fédérales). On sélectionne les nombreux candidats. Pourquoi tant de gens aspirent-ils à occuper des mandats politiques? Le sociologue Bernard Crettaz nous éclaire à ce sujet dans son article au *Nouvelliste* du 29.09.2006 (« Guérir du pouvoir »):

*[...] Tout pouvoir recèle une part secrète et magique qui fascine et broie*

*ceux qui s'y adonnent. Ils en sont obsédés (avant), en jouissent (pendant) et dépriment (après). [...]*

Dans cette course au pouvoir qui concerne plusieurs domaines le pouvoir politique a une place de choix:

*[...] Questionnés à ce sujet, ses adhérents affirment que le commun des mortels ne connaîtra jamais le privilège absolu d'être l'élu du peuple: quel qu'un dont la légitimité vient « d'en bas », mais dont la royauté lui permet d'entreprendre ce qu'il veut « en haut », tout en laissant croire qu'il ne fait qu'appliquer la volonté populaire... [...]*

Ivresse du pouvoir pour les élus, illusions du peuple auquel on donne à croire que ses prétendus représentants agissent en son nom: M. B. Crettaz met bien en lumière les ressorts de la démocratie des partis.

E. J.

#### Lutry et les singes

Parmi les très nombreux articles provoqués ces derniers temps par l'installation de caméras de surveillance dans les préaux de deux collèges de Lutry, deux ont particulièrement retenu notre attention.

M. Peter Rothenbühler, dans *Le Matin* du 3 octobre, écrit notamment:

*[...] Depuis qu'il y a des caméras, il n'y a plus de violence, plus de dégradations, plus de vols et plus de tags. C'est*

*presque un miracle! Sans oublier qu'aucune des personnes directement concernées, à Lutry, ne se plaint de la méthode choisie. Les profs sont contents, les parents sont contents, les élèves sont contents. Tout le monde est content, sauf ceux qui se sentent une vocation d'être mécontents à tout prix. Des politiciens de gauche et des syndicalistes [...].*

M<sup>me</sup> Marie-Hélène Miauton écrit pour sa part dans *Le Temps* du 6 octobre:

*[...] Sur les différents blogs traitant de l'affaire des caméras de Lutry, pratiquement tous les élèves qui s'expriment le font pour dénoncer la violence à laquelle ils assistent ou dont ils sont victimes. Pourquoi personne n'écoute-t-il donc les principaux intéressés sinon parce qu'ils traduisent ce que personne ne veut voir: le roi est nu et l'échec de Mai 68 consommé. Le retour de balancier est là, quelle que soit la propagande qui prétend le contraire. C'est ainsi que ni la population, ni les parents, ni les jeunes ne s'insurgent à Lutry, leur sécurité étant évidemment plus vitale que la notion abstraite de sphère privée.*

*Quant à la question des enseignants, elle relève de la mauvaise foi [...]. Ce n'est pas le travail de l'enseignant qui est surveillé mais bien les comportements de quelques voyous. Dès lors, le communiqué du DFJ qui*

*déplore n'avoir aucun moyen juridique pour contraindre la commune à éteindre les caméras et invite les enseignants à agir individuellement est déplacé. L'autorité exécutive du canton donne ainsi blanc-seing aux syndicats pour partir en guerre [...].*

Lutry et son syndic sont des sages; les singes sont ailleurs.

PH. R.

### SOMMAIRE

#### La Terreur 2

La France est le seul pays à avoir voulu la Révolution avec un grand R. La Terreur avec un grand T en est la fille.

#### Manifestation spontanée 3

Les préparatifs d'une visite d'Etat vécus en direct.

#### Aléas conjoncturels 4

Le projet de budget 2007 est bénéficiaire. Prudence! Les avaleurs de subventions ne vont pas tarder à mendier au Château.

## La Terreur

Dans sa biographie de Louis XVI, Jean-Christian Petitfils décrit la cérémonie d'ouverture des Etats généraux en mai 1789 à Versailles: il faut quatre heures aux onze cents députés et aux deux mille spectateurs pour prendre place dans la grande salle des Menus-Plaisirs. C'est ensuite l'entrée du roi, revêtu du grand manteau de l'Ordre du Saint-Esprit, portant un chapeau à plumes où scintillaient d'éblouissants diamants, dont le *Régent*, de 137 carats. Il est accompagné de Marie-Antoinette, somptueusement belle, en robe de satin mauve sur une jupe de soie blanche, coiffée d'un bandeau de pierreries piqué d'une aigrette de héron. «Jamais, nous dit le biographe, la monarchie n'avait paru si puissante dans sa pompe séculaire, si inébranlable dans ce déploiement de grandiose magnificence, sous les lourds plis des tentures fleurdelisées, au milieu de ce grand moutonnement d'or, de rouge et de noir, devant cet important monarque en vêtement de gloire».

Il ne fallut hélas que quelques semaines pour que ce pouvoir si assuré subisse des injures, des menaces, tôt suivies d'empiètements sur son intégrité; la lenteur, l'indécision du gouvernement devant une situation totalement nouvelle (jointes à l'événement de la mort, le 4 juin, du petit dauphin de huit ans, Louis-Joseph), les tergiversations sur le mode de délibération des trois ordres, impatientèrent le Tiers-état et le décidèrent à sommer le clergé et la noblesse de se joindre à lui; cela se fit peu à peu à partir du 12 juin; les députés se constituèrent ensuite en Assemblée nationale, dont ils décrétèrent la souveraineté en matière fiscale, garante de la dette publique. Le 19 juin, l'Assemblée se mue en Constituante, et les députés votent le texte du fameux serment du Jeu de paume, refusant de se séparer avant d'avoir rédigé une «Constitution du royaume établie et affermie sur des fondements solides».

Une telle mesure politique n'avait jamais appartenu qu'au pouvoir royal. Un pas est ainsi franchi, un signe d'insubordination laissant deviner la naissance d'un nouveau pouvoir ambitionnant de prendre la place. C'est un acte proprement révolutionnaire, le premier, et c'est déjà une première victoire pour lui. Il va ouvrir la porte à une surenchère constante d'exigences, d'ambitions personnelles, de coups de force, de violences, de guerre intestine, débouchant finalement sur la Terreur.

La question se pose à l'historien du pourquoi de l'enchaînement dramatique de tels événements. Furent-ils inéluctables? Cela reviendrait à dire que la Terreur est déjà contenue dans les prémisses des projets révolutionnaires; c'est la Révolution en elle-même qui crée le mal. Furent-ils au contraire fortuits, imposés par les circonstances (résistances internes, révoltes, famines, dévaluation, guerre étrange)? C'est donner la responsabilité aux décideurs, ce sont eux qui ont voulu les terribles épurations, expropriations, noyades en masse, fusillades; sans oublier que, souvent, les dangers invoqués étaient fabriqués pour justifier les mesures prises par le gouvernement insurrectionnel qui avait des ennemis à supprimer.

Ce problème de l'origine et de l'évolution de la Terreur a été examiné, du point de vue historique et théorique, par M. Patrice Gueniffey dans un livre paru récemment et auquel le biographe de Louis XVI fait référence.

### Révolution avec un grand R

D'autres pays ont connu des révolutions (on les écrit au pluriel et avec une minuscule), l'Angleterre par exemple, qui a aussi coupé la tête à un roi, en 1649, et fait sa «glorieuse révolution» en 1688;

elle a retrouvé ensuite l'unanimité et la paix politique. La Révolution (avec un grand R) en France, sa prétention à servir de modèle universel, son évolution vers un régime absolutiste et sanguinaire sont singulières, en relation avec l'état des esprits et de la société qui a précédé. Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, sous l'influence des écrivains des Lumières, on en vient à imaginer de nouvelles relations sociales et désirer une révolution radicale, chargée de libérer l'homme des servitudes et des inégalités, des dogmes spirituels, des carcans politiques et moraux. L'ancien régime était une société d'ordres (au pluriel), avec tout ce que cela comporte de limitations, de rigidités, de contraintes (pour le commerce entre autres), de censure devenues insupportables, mais aussi de structures assurant une armature sociale ferme; la modernité se veut une société d'hommes libres et égaux, telle qu'elle se réalisait dans les loges maçonniques largement répandues. On croit au progrès matériel, moral et social indéfini, on croit à la puissance de la volonté, à l'efficacité de la raison, à la malléabilité du réel, même du réel humain. Un mot d'époque en exprime l'ambition, «régénération». «Cette idée, écrit Mona Ozouf, est en effet au centre des préoccupations des révolutionnaires, dès les premiers temps, comme une figure de l'utopie devenue politique dans un moment si extraordinaire, si inouï que tout paraît soudainement possible, même l'impossible». Le volontarisme est à la racine de la terreur, qui se révèle comme l'aboutissement presque inévitable des efforts visant à faire coïncider l'idéal et la réalité, puisqu'il faudra pour finir supprimer la réalité et les obstacles qu'elle oppose nécessairement à l'idéal. La responsabilité des acteurs n'est pas niée par là, mais elle s'étend aux générations qui ont précédé les événements; de ce point de vue, la Terreur ne commence ni en 1793, ni même en 1791 ou 1792, dit Patrice Gueniffey, «elle est consubstantielle à la Révolution qui, dès 1789, se présente comme une pure aventure de la volonté».

### Faire table rase

Divers autres éléments peuvent être avancés pour comprendre le caractère radical de la Révolution française. «A l'absolutisme monarchique qui n'était, dans la réalité, qu'une fiction compte tenu des contre-pouvoirs existant dans la France d'ancien régime, s'en substituait un nouveau, autrement plus redoutable, qui allait rapidement se débarrasser de tous les freins et de toutes les entraves institutionnelles possibles, l'absolutisme national [...]. La terreur n'était certes pas inscrite dans les idéaux universalistes de liberté, d'égalité, de tolérance ou de justice, mais dans l'ampleur du déplacement des pouvoirs [...] poussant la Révolution à lutter contre toutes les traditions, les croyances, les institutions coutumières, bref à imposer la table rase par la contrainte».

Un autre élément encore est le rejet du secret qui entourait la famille royale et les délibérations et actes du pouvoir, et même les finances du royaume; les Constituants ont pensé que si tout le mal était venu de l'extériorité du pouvoir royal par rapport à la société, tout le bien devait résulter de la transparence du politique et du social, assurée par l'«élection». L'Assemblée nationale se déclarant Constituante manifeste sa prétention à représenter à elle seule toute la nation; la volonté générale du peuple s'exprime par le vote de l'Assemblée; il ne peut y avoir d'opinion légitime en dehors de ce vote; l'adversaire politique est un ennemi, l'ennemi du peuple, il ne mérite aucun respect, et finalement il ne mérite

pas de vivre. On a pu dire ainsi que la nation se définit autant, sinon plus, par ce que l'on exclut que par ce que l'on accepte; elle n'est pas, dans cette optique, comme nous le pensons traditionnellement, un être collectif historique empirique, contingent, un lieu de vie, de relations familiales, d'organisation sociale et de défense contre le chaos; elle est vue comme une communauté de droits, à la fois un concept juridique et une passion; elle est plus que la France, elle porte une vocation universelle et doit servir de modèle à imposer aux autres Etats, ce qui implique une logique de guerre (qui ne manquera pas de se produire dans l'immédiat, comme on sait).

### Dominer les Assemblées

La Terreur a mis au point ses procédés propres; la menace de la loi ne vise pas tant des actes que des personnes, et pas tant des personnes que des catégories de personnes; ainsi les limites de la culpabilité ne sont pas précises, pas plus dans le temps que dans la qualification (la loi change souvent); et au-delà des victimes elles-mêmes, il y a des cibles probables et mal définies (les familles d'émigrés, leurs parents et serviteurs par exemple, ou ceux qui ont été au service de ci-devant), et des massacres collectifs, les noyades de Nantes, le génocide de la Vendée, les fusillades de Lyon. Le but est atteint lorsque plus personne n'est sûr de sa vie, et peut disparaître du jour au lendemain sans savoir pourquoi. Chacun craint le pouvoir, les décisions politiques sont à sa discrétion. Ces procédés ont été employés à notre époque et sont connus, de même que les moyens proprement politiques utilisés pour dominer les Assemblées.

Dès les premières réunions de 1789, en effet, le club breton, puis les jacobins y ont eu recours. Avant les séances, les meneurs se réunissent en petit comité (le club), préparent les sujets importants et leurs interventions; ils soustraient ces sujets aux bureaux constitués, où la raison risque de prévaloir, et les réservent pour l'Assemblée plénière où l'émotion joue un grand rôle et où ils font intervenir les tribunes, toujours présentes et actives, facilement passionnées, manipulables, enclines à l'escalade. Ils exigent alors des votes à l'appel nominal, qui, dit un jacobin, «est un moyen légal et irrécusable; il fixe les irrésolutions, il est le contrepoison d'une infâme corruption et du danger de l'incognito qui la sert si bien».

Imposer son avis en couvrant la voix de l'adversaire est aussi un procédé efficace. Un Américain observateur de l'Assemblée en parle dans une lettre à Washington, en janvier 1790: «Une grande moitié du temps est employée à crier et à hurler (c'est leur manière de parler). Ceux qui désirent parler inscrivent leur nom sur un tableau et ils sont entendus dans l'ordre où les noms sont écrits, si les autres veulent les écouter, ce qu'ils refusent souvent de faire, en causant un tumulte ininterrompu jusqu'à ce que l'orateur quitte la tribune...». L'abbé Grégoire, l'un des premiers «ralliés» (au Tiers-état), dans ses *Mémoires*, mentionne un autre stratagème, plus roué: la veille de la séance royale, avant le début de la délibération des Etats généraux, les Bretons se réunirent au nombre d'une quinzaine et décidèrent que l'Assemblée ne se séparerait pas, malgré les ordres du roi: «Mais, dit quelqu'un, le vœu de douze à quinze personnes pourrait-il déterminer la conduite de douze cents députés? Il lui fut répondu que la particule *on* a une force magique; nous dirons: voilà ce que doit faire la cour, et, parmi les patriotes, *on* est convenu de telles mesures... *On* signifie quatre cents, comme il signifie dix. L'expédient réussit.»

### Auto-emballement

La Terreur est allée en s'aggravant, d'année en année, jusqu'à la réaction thermidorienne de juillet 1794; ce n'est pas à dire cependant que son parcours a suivi une trajectoire unique et cohérente; il y eut des essais de retour à la légalité, par désir de normalisation de la vie sociale, mais aussi par satiété et nausée du sang répandu. Mais la décomposition de l'Etat, la compétition impitoyable des factions, les soulèvements populaires, entraînaient chaque fois un redoublement de cruauté du pouvoir et une accélération du rythme des exécutions. Les exigences du gouvernement, avec leur lot de secret, d'opacité, de décisions contraires au droit, mais imposées par le «bien public», réapparaissaient paradoxalement à la faveur d'une de ces situations limites où, dit l'auteur de l'essai, «l'Etat révèle sa vraie nature. Peut-être la terreur tient-elle à l'essence même de toute politique, qu'elle manifeste d'une façon paroxystique.»

La dernière phase de la Terreur porte les marques idéologiques de l'Incorruptible, et c'est encore la pire. Robespierre conçoit la Révolution comme une œuvre de régénération de l'homme; elle achève la Création; la société à la fois rend l'homme vertueux, et elle exige de lui la vertu. Esprit religieux qui organise la Fête de l'Etre suprême et la célèbre comme un prêtre, Robespierre est le disciple du Vicaire savoyard, il a le sentiment d'être, en tant qu'homme, «l'ouvrage et l'instrument du grand Etre qui veut le bien, qui le fait, qui fera le mien par le concours de mes volontés aux siennes, et par le bon usage de ma liberté; j'acquiesce à l'ordre qu'il établit, sûr de jouir moi-même un jour de cet ordre, et d'y trouver ma félicité: car celui qui félicite plus douce que de se sentir ordonné dans un système où tout est bien?»

Mais la réalité présente un tout autre spectacle que celui de sociétés ordonnées selon leur fin naturelle. Partout règnent «la crainte, la défiance, l'orgueil, la bassesse, l'égoïsme, la haine, la cupidité, et tous les vices qui entraînent l'homme loin du but que le législateur éternel avait assigné à la société». Il faut donc «conduire les hommes au bonheur par la vertu, et à la vertu par une législation fondée sur les principes immuables de la morale universelle».

Robespierre réclamera donc la séparation des hommes corrompus d'avec le peuple en qui réside la vertu. «Vous êtes, dit-il à la Convention, en masse, le plus généreux, le plus moral de tous les peuples [...]: mais aussi, quel peuple nourrit, dans son sein, une si grande multitude de fripons adroits et de charlatans politiques, habiles à usurper et à trahir sa confiance.» L'épuration n'aura jamais de fin, le refus du mal engendre un mal infini.

L'exclusion devient un moyen nécessaire pour conduire à la nouvelle société, à la nouvelle citoyenneté: elle se confond avec la Révolution; elle cesse d'être pensée comme un accident, comme un expédient nécessaire mais foncièrement étranger à la Révolution, elle s'identifie à elle, elle lui est coextensive.

Le dernier discours de Robespierre à la Convention, le 8 Thermidor (26 juillet 1794), veille de sa destitution, est encore pour dénoncer des ennemis partout autour de lui, dans les rangs de la Convention, du Comité de sûreté générale, du Comité de salut public et de leurs bureaux; autant dire que son délire de pureté débouchait dans un enfer de solitude, et qu'il signait sa mort politique, et la fin de la période d'«incandescence» de la Révolution, comme le dit Patrice Gueniffey.

GEORGES PERRIN

## Manifestation spontanée

Damas. Capitale de la République arabe syrienne. Derniers jours d'août. Milieu de l'après-midi. Il règne sur la ville une chaleur écrasante. Je sors du musée national dans l'idée de me réfugier à deux pas de là à l'abri des murs de la Tequiyé Sulemanie, l'un des bijoux laissés dans la ville par les Ottomans.

Au coin d'une rue, un grand rassemblement bruyant m'intrigue. Avidé de toutes les nouveautés que peut offrir le pays, je me rapproche et cherche à comprendre. Ils sont tous jeunes, entre 18 et 30 ans peut-être. Certains semblent attendre depuis un certain temps au pied des marches d'un grand bâtiment allongé, les autres arrivent par flots irréguliers, déversés sur place par des autobus bondés. On dirait une gigantesque course d'école: après les garçons qui viennent de se placer en demi-cercle devant la grille qui borde l'imposant édifice, ce sont maintenant les filles qui arrivent, chevelures d'ébène au vent, buste droit et regard fier avant de partir par petits groupes dans de grands éclats de rire sans raison apparente. Puis un nouveau véhicule arrive, et ce sont de nouveau des femmes qui en sortent, mais les têtes sont couvertes cette fois, de blanc pour la plupart, et la colonne par deux est plus solennelle. Des hommes en cravate répartissent les arrivages selon une recette de toute évidence bien étudiée. Personne ne bronche, l'atmosphère est plutôt à la bonne humeur. Le zèle des organisateurs contraste avec la nonchalance des plus jeunes. 15h30. 40 °C passés. Des haut-parleurs hurlent des consignes en arabe quand ils ne diffusent pas des mélodies orientales aux accents guerriers. Parfois c'est une voix d'enfant enregistrée qui interromp la musique pour rappeler que les conventions internationales interdisent que l'on s'en prenne aux civils, en particulier aux enfants, et qu'Israël bafouise depuis longtemps ces règles en Palestine, et maintenant de nouveau au Liban.

16h15. Toujours plus de monde. Des porte-voix se promènent dans la foule pour former des rangs: il faut un bon mètre d'espace entre chacun d'eux, histoire de gonfler l'affluence probablement. Puis, à travers cet alignement militaire, on procède maintenant à la distribution de drapeaux syriens. De toute évidence, il doit s'agir d'une manifestation politique, mais le contact avec la population est difficile, et vu les circonstances, il vaut mieux essayer de ne pas trop se faire remarquer. On croise

des regards, de femmes surtout, qui nous observent à la dérobée, l'air de se demander ce que ce peau-blanche peut bien chercher dans le coin en ce moment. Un agent du Mossad, peut-être? Il y a en tout cas dans la foule quelques gorilles en *Ray-ban* chez qui on préférerait ne pas éveiller ce doute; mais sans doute ne sont-ce que des badauds atterris là par hasard, n'est-ce pas? Nouvelle distribution de drapeaux, mais, cette fois-ci, ils sont jaune-bleu-rouge, et j'entends prononcer le mot de «Venezuela». Bon... Et s'il s'agissait de la réception du chef de l'Etat sud-américain?

17 heures. Toujours le même cirque. Les mêmes cris, la même musique qui tourne en boucle en laissant régulièrement la parole au très jeune dénonciateur des fléaux israélien et américain. Toujours la même chaleur, aussi. Les bouteilles d'eau circulent, mais il est délicat de resquiller. Certains, lassés de cette attente sans fin se sont assis sur les trottoirs dans l'indifférence générale. Les rangées, si minutieusement ordonnées, se confondent les unes dans les autres et s'interrompent: des groupes entiers tentent de s'éloigner, à la recherche d'un peu de fraîcheur sans doute. Pourtant, les issues sont bloquées; des hommes en chaîne renvoient les manifestants lassés avec plus ou moins de brutalité, dans la voix en tout cas. Serais-je piégé moi aussi? La gorge sèche, la tête qui commence à tourner, le pauvre touriste occidental n'a pas la résistance de ces fils de Bédouins! Tant pis, je me décide à tenter de passer coûte que coûte le barrage, avec l'idée de revenir, une bouteille d'eau sous le bras. A ma grande surprise, tout le monde s'écarte à mon arrivée, et je suis gracieusement reçu avec le rituel «Welcome to Syria!» (j'y suis depuis trois jours, mais le temps ne compte pas ici comme chez nous; et puis ce sont peut-être les seuls mots qu'on a retenu de la langue de l'ennemi). Bouteille d'eau à 40 centimes, donc, puis retour sur les lieux de la manifestation.

17h20. Il doit en effet s'agir de la réception du Président Chavez, car des posters du personnage ont fait apparition en même temps que ceux du vénéré Bachar. Combien de fois n'aurons-nous pas entendu l'officiel «Bachar: very good!» A croire qu'il fait vraiment l'unanimité... à moins que ce ne soit «very good» ou la vie? Il n'a pourtant pas l'air bien méchant cet ophtalmologue dépêché en catastrophe de sa

résidence londonienne à la mort de son frère Bassel, successeur désigné du père Hafez. Il a même l'air malheureux de son rôle de grand manitou qu'un mauvais sort lui a imposé alors que rien ne l'y prédisposait. Toujours est-il qu'aujourd'hui il reçoit le Père d'un autre peuple et qu'ensemble ils renouvelleront leur volonté de résistance contre un ordre international qu'ils jugent malfaisant. Et la sève du peuple syrien est là pour apporter une ferveur inconditionnelle à son bienfaiteur. Mais quand arrivera-t-il enfin avec son hôte? Deux garçons m'abordent timidement; ils veulent savoir d'où je viens et pourquoi je suis là; ce que je fais en Syrie et si j'aime leur pays. Ils veulent un numéro de téléphone, une adresse électronique... mais pourquoi? Se donner l'illusion de la liberté? Rêver devant leur bout de papier comme ils le feraient devant le portrait d'une belle femme? Cette manifestation me rappelle les paroles éplorées d'un aubergiste la veille au matin, qui s'excusait de la lenteur du service, car la police était venue chercher ses employés pour manifester devant les caméras son soutien au Hezbollah...

17h40. Les porte-voix font face à la foule, dont les rangs et l'espace entre chacun d'eux ont été rétablis à la hâte. Les discussions se sont tuées et tous les visages se tournent vers les appareils portatifs qui hurlent des consignes, puis lancent des slogans, que la foule répète. Les drapeaux montent et s'agitent: «Plus haut!», croit-on comprendre; «Plus fort!», et le volume monte, la tension aussi. Je guette l'arrivée des limousines au début de l'allée. Passe comme un vent de folie, la ferveur est générale, authentique. De la panoplie des cris scandés par la foule, je perçois clairement un «Viva Bachar, viva Chavez!» qui s'amplifie, poussé par une voix décuplée par la technique. Puis d'un coup, tout s'apaise. Les groupes se reforment, les discussions reprennent. Ce n'était qu'une répétition. Dix minutes plus tard, rebelote. Mais l'élan est moins puissant, le ton moins convaincu: on sent la lassitude. Les caméras de la télévision aussi répètent: montées sur des bras d'acier géants, elles montent, descendent, survolent la foule, puis plongent à la recherche d'un détail. Devant le portail noir, une foule de parlementaires s'est maintenant réunie (je me rendrai compte plus tard que nous sommes devant le Parlement). On redit les rangs, avec, s'il vous plaît,

l'écart réglementaire entre eux; une dernière tournée de distribution d'objets à lieu. Chacun doit avoir les deux drapeaux, un portrait de l'un, un de l'autre, et encore un poster où les deux sont réunis... c'est à se demander ce qu'il faut s'accrocher dans le dos ou se planter dans les oreilles.

18h05. Mouvement de foule. Cette fois-ci, c'est du sérieux. Les grosses voitures noires déboulent dans des crissements de pneus, débarquent leurs éminents passagers, et s'écartent en fendant la foule. La liesse est à son comble. Les drapeaux claquent, la jeunesse du pays acclame les grands de ce monde que le destin leur a désigné sur un fond de musique grandiose. On aperçoit Chavez qui se retourne et remercie en saluant de la main, son inimitable sourire carnassier aux lèvres, avant de prendre l'escalier accompagné d'une nuée de courtisans et de disparaître noyé dans les costumes sombres. A son comble, la tension retombe d'un coup. L'émotion a été réelle, mais les éclats de rire repartent de plus belle. Les garçons allument une cigarette en guettant du coin de l'œil les groupes de jeunes étudiantes qui font des cachotteries en riant. La vie continue. Tout le monde se fiche des écrans géants qui retransmettent l'ovation que les parlementaires prolongent artificiellement. Les discours commencent. Pour combien de temps? Car je suppose qu'il faudra également accueillir ces Messieurs à la sortie! Mais j'ai assez vu de cette mascarade que nos médias retransmettront naïvement sans commentaires, laissant penser que tout un peuple supporte aveuglément, fanatiquement, son chef, alors qu'il ne fait qu'obéir docilement à des consignes qu'on lui impose. Je repense à ce qu'a été au siècle précédent la vie de millions d'être humains, la fantaisie orientale en moins...

Je repasse le barrage infranchissable pour les locaux:

- «Welcome to Syria! Where do you come from?»
- «Switzerland»
- «Switzerland? Oh, beautiful country!»
- «Thank you»
- «Welcome, Mister, welcome to Syria»

Oui, «Switzerland», un de ces «pays libres», comme ils les appellent.

JEAN-BAPTISTE BLESS

## Aspects de la vie vaudoise

### Inauguration de la HEIG-VD

(*fm*) Née du regroupement de la Haute école de gestion de Lausanne et de la cinquantenaire Ecole d'ingénieurs du Canton de Vaud, la nouvelle Haute école d'ingénierie et de gestion du Canton de Vaud a été officiellement inaugurée le 4 octobre dernier à Yverdon. Installée en partie (les bâtiments de la EIVD sur la route de Cheseaux-Noréaz ne sont pas abandonnés) dans le Centre Saint-Roch, ancienne friche industrielle de la défunte Hermes Precisa, la HEIG-VD accueillera donc dès ce mois d'octobre quelque 1500 étudiants dans des locaux réaménagés et rénovés, voire entièrement nouveaux. Voilà qui devrait donner un nouvel élan et du dynamisme à la capitale du Nord-Vaudois qui se sent parfois laissée pour compte par le gouvernement vaudois au détriment du bassin lémanique.

### Vaud, haut lieu de la gastronomie?

(*fm*) Le Pays de Vaud va-t-il détrôner la région lyonnaise dans le domaine du bien-manger? On pourrait le croire si l'on se réfère au nombre de restaurateurs vaudois primés dans la dernière édition romande d'un célèbre guide gastronomique français. En effet, neuf Vaudois améliorent cette année leur note, et onze y font leur apparition, dont l'Auberge de l'Onde à Saint-Saphorin, chère à Paul Budry, qui avait été fermée de longs mois.

### Deux jeunes confiseurs vaudois à l'honneur

(*fm*) Et puisque nous sommes dans la gastronomie, restons-y pour féliciter Adrien Charlet de Gryon, sacré meilleur jeune confiseur de Suisse romande, et son dauphin Michaël Mayor d'Aigle. Ils ont été primés à l'Ecole

professionnelle de Montreux à la suite d'un concours qui réunissait les cinq candidats ayant obtenu la meilleure moyenne générale de leur canton respectif lors des examens de fin d'apprentissage.

### Clara entre Schumann et Brahms

(*dl*) Nous n'avons pu assister qu'au dernier des trois concerts-spectacles organisés sous ce titre par les Amis de l'Orgue de Moudon, le 24 septembre dernier. Dans une formule originale, mais qui ne manquait pas d'unité, Nathalie Pfeiffer, comédienne de talent, lit avec vivacité le journal familial de la fille des Schumann, cette lecture étant entrecoupée de pièces d'orgue et d'airs pour basse et orgue de Mendelssohn, Schumann et Brahms. L'orgue d'Anne Chollet est admirable, notamment dans la transcription pour orgue

de l'Andante du premier sextuor à cordes qui clôturait le festival. Michel Brodard, basse, remplit l'église de sa voix puissante et nuancée dans les airs de choral, magnifiés par le bel orgue de Saint-Etienne.

## LA NATION

Rédacteur responsable:  
Jean-Blaise Rochat

Rédaction et administration:  
Place Grand-Saint-Jean 1  
Case postale 6724, 1002 Lausanne  
Tél. 021 312 19 14 (de 8h - 10h)  
Fax 021 312 67 14

Internet: www.ligue-vaudoise.ch  
Courriel: courrier@ligue-vaudoise.ch

Imprimerie Beck, Lausanne

## Aléas conjoncturels

Ceux qui avaient cessé de croire aux miracles doivent s'y résigner<sup>1</sup>. Les comptes 2005 de l'Etat sont non seulement bénéficiaires, mais le projet de budget 2007 aussi ! Le Conseil d'Etat prévoit un excédent de l'ordre de 15 millions après remboursement de 140 millions sur la dette, dont le montant tutoie encore les 7 milliards.

Mais gardons les hourras pour l'heure des comptes et regardons-y de plus près. Rapportées au budget 2006, les charges de fonctionnement progressent de 0,97 % hors amortissements complémentaires. Cette augmentation modérée est présentée comme une preuve de la rigueur budgétaire du gouvernement, puisqu'elle est inférieure aux prédictions de 1,0 % pour l'inflation et de 1,5 % pour la croissance du PIB. Le projet de budget se garde pourtant de faire référence à ces mêmes indices lorsqu'il s'agit d'expliquer la croissance de 5,6 % prévue pour les revenus ! Ce chiffre anormalement élevé se justifie pour plus de 2,5 % par l'absorption du décalage d'impôts lié au système postnumerando: l'Etat prévoit ainsi 147 millions de rattrapage qui lui seront dus sur la base des futures déclarations 2006 !

Comparer le budget 2007 au budget 2006 est cependant un exercice trompeur. La réalité des comptes 2005, postérieurs au budget 2006, indique que ce dernier sous-évalue notablement les recettes et modérément les charges. Il est donc instructif de comparer les prévisions pour 2007 aux réalités de 2005. L'augmentation des revenus est ainsi pronostiquée à 3,7 %, soit moins que l'augmentation du PIB prévue<sup>2</sup> sur les années 2006 et 2007 (4,4 %). Si la tendance conjoncturelle se confirme, on peut donc pré-

dire des recettes supérieures d'une quarantaine de millions à ce qu'annonce le projet de budget. Cette sous-évaluation permet probablement de modérer les revendications de nouvelles prestations étatiques – ce qui n'est pas pour nous déplaire – mais aussi celles réclamant une baisse de la fiscalité.

Du côté des charges, le budget 2007 prévoit une hausse de 4,3 % (1,8 % hors amortissements et remboursements) relativement aux comptes 2005, soit plus que les 2,2 % d'inflation pronostiqués durant la même période. La politique de rigueur dont se félicite le Gouvernement est donc peu convaincante: les charges de l'Etat progressent certes moins vite que les recettes, mais continuent tout de même leur ascension ! Ceci est particulièrement étonnant dans une période de haute conjoncture durant laquelle les charges sociales devraient diminuer.

L'impression que la maîtrise des charges n'est que partielle se confirme à l'examen de l'évolution des effectifs de l'Etat. Le projet présente une croissance d'effectif de 44 (+ 0,3 %) équivalents à plein temps (EPT), ceci après internalisation de 130 EPT pour le personnel en charge du nettoyage<sup>3</sup>. Sans cette reprise, la tendance exposée dans le budget est celle d'une stabilisation des effectifs en 2005, suivie d'une réduction en 2006 et 2007. Les chiffres présentés ne considèrent cependant que deux tiers des salariés de l'Etat, les employés des Hospices cantonaux, ainsi que ceux de l'Université, des offices régionaux de placement ou des églises au bénéfice de subventions n'étant pas comptabilisés. Dans les faits, le nombre des salariés a augmenté de 300 unités (+1,3%) entre

juin 2005 et juin 2006. Les mauvais élèves sont le Département de la formation et de la jeunesse (+126 EPT ou 1,2 %, soit près de quatre fois plus que l'augmentation des effectifs scolaires) et le Département de la santé et de l'action sociale (+190 EPT ou 2,9 %), à savoir les deux départements dont une grande partie des effectifs sont escamotés dans le projet de budget. Nous demandons dès lors à voir les effectifs complets prévus pour 2007 avant de croire à la stabilisation du personnel de l'Etat.

La présentation de comptes 2005 bénéficiaires et les perspectives conjoncturelles favorables pour 2006 et 2007 n'ont pas manqué d'exciter les appétits. Le budget inclut ainsi un paquet de mesures sociales (subventions des crèches, augmentation des allocations familiales, augmentation du revenu maximal donnant droit aux subsides pour l'assurance-maladie) pour quelque 48 millions. L'ordre judiciaire vaudois disposera de 6,4 millions supplémentaires, notamment pour renforcer les effectifs des tribunaux. Enfin, l'Etat supprime avec un an d'avance la contribution de solidarité de 2 % prélevée sur les parts de salaire dépassant 60'000 francs. Rappelons que cette contribution était l'une des mesures d'urgence définie dans la convention du 28 octobre 2004 passée avec la Fédération des sociétés de fonctionnaires pour assainir les finances. Cette convention n'obligeait nullement l'Etat, en cas d'exercice bénéficiaire, à renoncer de manière anticipée à la contribution de solidarité. Cette suppression est donc une manifestation de bonne volonté du Gouvernement envers ses collaborateurs. Ce geste de 17 millions n'a cependant pas suscité la gratitude des associations de personnel, certaines

ayant exprimé leur mécontentement de ne pas bénéficier en 2007 déjà de la pleine indexation !

Le gouvernement, même à la veille d'échéances électorales, doit appliquer la plus grande prudence avant d'engager de nouvelles dépenses. L'équilibre budgétaire de l'Etat est principalement attribuable à la présente embellie conjoncturelle. Les nouvelles charges susceptibles de survivre à cette embellie doivent donc être évitées si l'on ne désire pas retrouver une situation de déficit structurel dans quelques années. En ce sens, il faut pleinement soutenir le Conseil d'Etat qui, dans la présentation du budget, a insisté à plusieurs reprises sur la nécessité de consacrer les revenus excédentaires à la réduction de la dette: celle-ci reste supérieure à 10'000 francs par habitant et engloutit annuellement plus de 200 millions en frais d'intérêts. Enfin, l'équilibre actuel des finances vaudoises repose d'abord sur l'augmentation des revenus et secondairement sur la réduction des charges. Une fois la dette à nouveau sous contrôle, l'Etat devra songer à réduire la charge fiscale avant d'instaurer de nouvelles dépenses.

CÉDRIC COSSY

<sup>1</sup> Nous pensons tout spécialement aux chercheurs de l'institut Créa d'économie appliquée. Cet institut universitaire, dans une étude de près de 100 pages publiée en mars 2005, prévoyait un déficit structurel de 300 millions par an de 2005 à 2008 (*La Nation* N° 1756 du 15 avril 2005).

<sup>2</sup> Données de septembre 2006 du SECO.

<sup>3</sup> Suite à cette internalisation, les nettoyeurs employés par l'Etat sont probablement les mieux payés de la corporation dans le Canton !

### Les communes vaudoises vont-elles paralyser l'Etat ?

«...on assisterait sans aucun doute à une paralysie totale des différentes décisions cantonales, sous l'action de quelques intérêts régionaux de circonstance.» C'est ce qu'a déclaré M. le député Armand Rod, syndic de Lutry et membre de la commission du Grand Conseil chargée de rapporter sur l'initiative « La Parole aux Communes ». Le communiste Jean-Paul Dudt, autre opposant à l'initiative, a même imaginé une sorte de pool référendaire qui lancerait constamment des référendums sans espoir pour « retarder systématiquement toute modification de la péremption intercommunale ». Nos élus aiment se faire peur.

Les cantons suisses qui connaissent un système analogue à celui que propose l'initiative vaudoise n'ont pas subi un déferlement de référendums, c'est le moins qu'on puisse dire. Aucune paralysie, ni totale, ni partielle. Pourtant, comme on a vu dans un précédent article (*La Nation* N° 1793 du 15 septembre), les modalités du référendum des communes dans ces cantons ne sont pas plus dissuasives que celles proposées par le texte vaudois. M. Philippe Leuba, qui siègeait aussi à la commission, a rappelé ces faits incontestés et connus de tous: cela n'empêche pas certains opposants à l'initiative de continuer à affirmer imperturbablement que « trop de démocratie tue la démocratie » et autres sottises passe-partout.

Nous le demandons à M. Rod: en quoi la défense des intérêts régionaux serait-elle blâmable ? On ne répétera jamais assez que le bien commun, ce n'est pas l'addition des intérêts du plus grand nombre – le reste n'ayant qu'à fermer son bec –, mais la composition des intérêts de tous. Tous, cela veut dire aussi celui des régions, et en particulier des régions périphériques. Les autorités politiques, avec toute la bonne volonté du monde, ne parviennent pas toujours à réaliser cette composition. Il arrive que certaines parties du pays soient défavorisées par un projet de loi. Le référendum a précisément pour fonction de leur permettre de faire valoir auprès de l'électeur les intérêts qu'elles estiment n'être pas suffisamment respectés par la nouvelle loi.

En ce qui concerne les prétendus blocages législatifs dus au référendum, nous rappelons que le retard posé à l'entrée en vigueur d'une nouveauté législative par un référendum n'est pas considérable. Si l'administration le veut, le vote du peuple peut se faire dans les quatre à cinq mois qui suivent le dépôt des signatures. Si le bien commun est à ce prix, ce n'est pas cher payé !

La paralysie, on en souffre surtout quand l'Etat doit soumettre au vote du peuple une initiative qui l'embête, si vous voyez ce que je veux dire...

D.

### Le Coin du Ronchon

#### Le communicateur

A l'ère de la *communication*, vous ne vendez plus rien si vous ne savez pas communiquer. Et comme vous êtes convaincu de ne pas savoir *communiquer*, vous avez besoin d'un *communicateur*. Pour vous convaincre que vous avez choisi le meilleur, vous précisez même qu'il s'agit d'un *grand communicateur*.

Sur la base de quelques observations et réflexions que nous avons notées durant la présentation d'un « concept » de communication destiné à la promotion des vins d'un canton que nous ne nommerons pas, nous sommes en mesure de vous indiquer comment reconnaître un vrai professionnel de la communication (prononcez: « un vrai pro de la com »).

Vous remarquez tout d'abord qu'il vous expose sa stratégie en vous lisant un texte imprimé en continu qui l'oblige à s'interrompre au milieu d'une phrase à chaque fois qu'il doit tourner une page et à perdre ainsi le contact avec son public. Vous regrettez qu'il n'ait pas pensé à adapter son document et vous sentez déjà une pointe de mauvaise humeur sourdre en vous.

Vous admettez cependant qu'il vous montre des projets d'affiches plaisants, techniquement soignés, où le produit est montré dans toutes ses subtilités et ses mouvements. La pointe de mauvaise humeur ne vous ayant pas encore quitté,

vous vous demandez si ce superbe travail est l'œuvre de quelque obscur graphiste sous-payé et dont le nom restera inconnu.

Vous constatez ensuite qu'il exagère sa *communication* à votre égard, redoublant de flatteries et de sourires, ajoutant au passage, pour vous plaire, des majuscules à tout ce qui se rapporte à vous et vos produits, même aux adjectifs ou aux noms communs, ce qui est grammaticalement faux. Désormais de fort méchante humeur, vous soupçonnez qu'il réserve ses efforts de communication non pas à vos clients, mais à ses propres clients – en l'occurrence vous-même – qu'il doit convaincre du bien fondé de ses honoraires.

Vous reconnaissez qu'il fait des efforts visibles pour s'imprégner de l'ambiance et de la culture de vos produits, mais vous persistez à penser que sa communication reste abstraite et susceptible de servir à promouvoir n'importe quel produit vaguement ressemblant.

Vous réalisez enfin à quel point il s'implique pleinement dans la marche de vos affaires lorsqu'il affirme à la fin de sa présentation: « Nous allons gagner ! » – avec une conviction que vous devinez non feinte en ce qui le concerne personnellement.

LE RONCHON